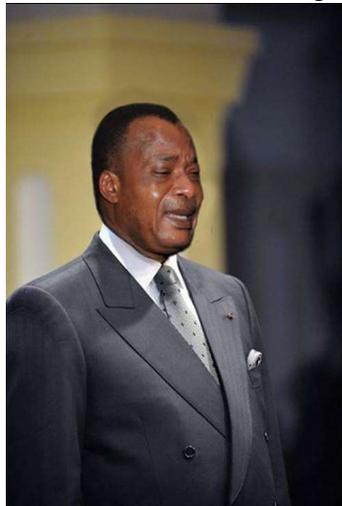


ETATS D'AME ET PRISE DE CONSCIENCE PAR CEUX DE NOS COMPATRIOTES AU NORD DU CONGO ?

par Jean-Claude MAYIMA-MBEMBA

Cela fait vingt-quatre ans depuis que le phénomène des milices privées est né au Congo-Brazzaville, sous le régime du président Pascal Lissouba. Nous étions en 1993.



SASSOU NGUESSO

DICTATEUR SANGUINAIRE

Si vous pensez que

LE TRAVAIL DOIT CONTINUER :

- Crimes économiques
- Crimes de sang
- Vol, Viol, Corruption
- Apartheid Ethnique
- Gabegie
- Arrestations arbitraires
- Enlèvements, Intimidations
- Fétichisme, Sorcellerie

Si vous pensez qu'on doit continuer à affamer, assujettir, opprimer, mépriser, piétiner, abrutir, manipuler, terroriser, exploiter, mutiler, appauvrir, diviser, cliver les congolais, alors votez pour lui ou pour les partis affiliés au PCT : F.P, La Chaîne...

SINON JE VOTE POUR UN CANDIDAT DE L'OPPOSITION

Naïveté, mauvaise foi ou volonté délibérée, nous ne le saurons jamais. Les responsables politiques de l'époque étaient tombés dans le traquenard tendu par leur adversaire du Pct, en l'occurrence Denis Sassou Nguesso. S'en suivirent les tragédies successives vécues par les populations au sud Congo et notamment, celle de la région du Pool.

A l'origine, la création des milices privées en raison de la guerre de 1993-1994 provoquée par M. Sassou Nguesso dans

sa stratégie de reconquête du pouvoir perdu par en 1992.

Cependant, sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook, il se trouve, malheureusement, des individus sans discernement mus par une haine aveugle, incurable et indécrottable qui ne comprennent pas et n'ont jamais cherché à comprendre comment est né le phénomène des milices privées.

Devant des évidences et la réalité quotidienne, ceux de nos compatriotes au nord du Congo, fer de lance dans la reconquête du pouvoir par Denis Sassou Nguesso, s'interrogent et acceptent aujourd'hui sur le fait que l'homme qu'ils avaient soutenu jusqu'ici est dangereux, très dangereux pour l'union des congolais et pour eux-mêmes.

A cet effet, un document/témoignage, sous le titre : "**Cet homme nous met tous en danger**", circule en ce moment dans les réseaux sociaux, notamment sur Facebook.

En s'attaquant et éliminant, l'un après l'autre, tous ceux de son camp avec qui ils ont repris le pouvoir, fut-il par la violence, ils ont donc mis en place la machine à broyer. Cette politique d'élimination des témoins, "de peur qu'ils ne parlent et ne témoignent un jour des crimes qu'ils ont commis ensemble", va provoquer le tsunami qui les emportera.

Ce document, "**Cet homme nous met tous en danger**", sera suivi d'un autre, intitulé : "**Lettre ouverte au Général Paul Mbot**", un courrier effectivement adressé au Général Paul Mbot, alors directeur général de la police nationale, sous le président Lissouba. Il est, ici aussi, question de création de milices et notamment : reproche lui est fait d'avoir conseillé au président Lissouba et à son ministre de l'intérieur, Martin Mberi, de créer une milice privée, désignée à l'époque sous l'appellation de "**Réserves ministérielles**", les fameux "**Aubevillois**" qui deviendront successivement : *Zoulous*, *Mamba*, etc. Début du calvaire insurrectionnel que connaissent aujourd'hui les congolais.

C'est donc ainsi que tout le monde a eu sa milice privée : les Ninjas pour Kolelas ; les Condors et Cobras pour Sassou Nguesso ; les Mambas pour Thystère-Tchicaya, etc.

A tous ceux et celles qui, enfin, aujourd'hui, s'aperçoivent qu'il faut changer de trajectoire, de voie, pour la paix et l'**UNION NATIONALE**, le moment est venu, non pas de tendre la main, mais de reconnaître que nous avons tous fait fausse route, certains plus que d'autres.

Jean-Claude MAYIMA-MBEMBA

- Auteur,
- Ancien Représentant Permanent de l'Opposition Congolaise auprès de l'union Européenne (1994-2005),
- Ancien Rapporteur de la Commission Ad hoc « Assassinsats » de la CNS (1991),
Président de l'Association UNION-CONGO

DOCUMENT 1

“Cet homme nous met tous en danger”, document signé “BRDiem”

Cet homme, celui dont il est ici question n'est autre que Sassou Nguesso Denis.



Extrait : « Pour nous qui lui sont si proche, nous l'appelons “*Mouène*”, pour d'autres, il est l'os “*Lekoubé*” ou encore la belle noix de palme “*Otsouèmbè*”. Malgré tous ces noms attirant, l'homme est une bombe ambulante et une machine répression machiavélique.

Avec un recul, je me rends compte que “*Mouène*” n'a jamais aimé personne. Nous sommes beaucoup à le penser. Mais, avec l'infiltration bien profonde du système, nous ne nous faisons plus confiance. Nous nous espionnons entre frères, entre amis, entre parents.

J'ai approché “*Mouène*” après avoir été viré de mes fonctions militaires, suite au fameux code 104. A cette époque, je n'étais qu'Adjudant. J'ai été parmi de ceux qui ont aidé “*Mouène*”. Nous avons commencé par la formation des jeunes pour la résistance. Ceux que nous appellerons par la suite “**Condors et Cobras**”. Nous avons fait des erreurs de jugement, aujourd'hui je le sais.

Tout est parti de la création de cette résistance dite Cobra, malheureusement “*Mouène*” avait son plan. Je parle aujourd'hui de Plan, je vois tout ce qui se passe. Rien ne va dans le plan qu'il nous avait présenté. Nous avons formé et détruit la jeunesse de ces jeunes congolais. Aujourd'hui, tout ne tourne qu'autour de sa famille et des amis. Nous les fidèles, nous qui avons pris des risques depuis 1993, nous ne sommes que pour la forme.

Si cela continue, nous aussi allons devenir des victimes. Victimes, parce que : Yves Motando, Blaise Adoua, Emmanuel Avoukou, Fréddy Menga... Toutes ces personnes de valeurs, ayant donné jusqu'à la dernière énergie, ont péri pour avoir un jour soit donné conseils ou tenu tête à “*Mouène*”.

Partant du grade d'adjudant, considérant la traversée du désert et aujourd'hui Lieutenant-Colonel, vous vous doutez que j'ai vécu des choses ? Oui j'en ai vécu, c'est pourquoi, je m'exprime. Pour l'instant, mon nom ne vous sera pas révélé. Pour des raisons de sécurité, je ne citerais pas d'autres personnes, pour ne pas mettre au péril des familles. Je vais donc commencer par relater les opérations et tout le cheminement des opérations depuis 1994 jusqu'à ce jour. Vous allez bien comprendre qui est "Mouène" ?

La peur de perdre le pouvoir : Après les événements de Bacongo (Sarajevo) en 1993, nous avons reçu mandat d'empêcher à Lissouba de travailler. Le maintien de la pression par des braquages et des tueries, malgré la création des forces d'interposition ont dégradé la situation sécuritaire du pays. Voir les Aubévillois à Gamboma n'arrangeait nos déplacements. Entre Brazzaville et Oyo, il nous fallait maîtriser les allées et venues des personnes. Une propagande anti Lissouba a vite été mise à pied d'œuvre. Tous nos jeunes, condors, cobras, recherchés étaient soit à Mpila, pour des opérations ou encore à Oyo pour formation. Beaucoup de Jeunes des quartiers nord de la capitale (Mpila, Ouénze, Talangaï, Texaco, Mikalou, Kombo, Petit-chose, Mamboulé ...) allaient à Oyo pendant les vacances scolaires pour ne pas éveiller les soupçons. Mpila était une bonne position, nous bénéficions des appuis des quartiers comme Poto-Poto (la porte d'entrée), Mpila (la porte de sortie), Ouénzé (Bretelle de dégagement), les autres quartiers venaient en support en cas d'attaque. Tous les quartiers acquis à notre cause étaient minés d'armes. Ces armes que nous sortirons en juin 1997, même dans certaines églises de réveil.

Après le retour aux affaires, "Mouène" a commencé à nous montrer son vrai visage. Nous pensions qu'il s'agissait de la gestion d'après-guerre. Mais, nous n'avions rien compris. Seul Blaise Adoua à l'époque l'avait compris. Les personnes ayant fait un nom pour bravoure en pleine guerre se sont vu pousser des ailes. Cela dérangeait "Mouène". **Le général Blaise Adoua**, a aidé beaucoup de jeunes à sortir du pays, ce qui lui valut cette notoriété. Hélas, il est mort parce qu'il devenait populaire, de peur qu'il prenne le pouvoir un jour.

Jean Marie Tassoua, aussi populaire a commencé lui aussi à avoir des soucis, il a été accusé de tout. "Mouène" a vite oublié le rôle qu'il a joué pendant les hostilités. La proximité entre **Tassoua et Motando**, un autre homme fort, a précipité **Yves Motando** dans la tombe. Car il était, lui, considéré comme le soutien armé de Tassoua. On a commencé à l'accuser d'infiltré. Le Saboter en habillant les ninjas acquis à notre cause en tenue "**Mongounia a leka te**" (l'ennemi ne passeras), la tenue que nous portions pendant les événements de 1998. Il a même été accusé d'avoir voulu tuer "Mouène" pendant la guerre du 5 juin à Kombo, dans la maison de Jean Marie TASSOUA.

Nous avons joué le meilleur des atouts qui se présentaient à nous. Il fallait commencer par émietter les partis forts du moment. Il y a eu beaucoup d'argent, pour bousculer l'UPADS, le MCDDI, UDR-MWINDA, le RDPC et le PCT. Avec les tensions internes, Mouène était tranquille.

Ensuite, nous sommes passés par l'épreuve des intimidations. Un budget a été mis en place pour faire venir les guerriers se trouvant hors du pays, pour intimider les hommes politiques, qui ne rentraient dans la boîte. C'est lorsque nos propres petits ont commencé à mourir, par décision de Mouène, ou du "**maître moro a nzambé**" **JDO**, que même nous sentons déjà en insécurité. Si eux sont traités comme ça, pourquoi pas nous ?, entre eux et nous y a pas de différences. **Gaulois "Freddy Menga", Seigneur "Willy Matsanga" et bien d'autres ...**

Simulacre d'une opposition : Il fallait créer une opposition pour rendre crédible un changement de textes de lois, la constitution. Tout avait été orchestré, pour arriver au plan de Mouènè. Mais, il y a des gens qui ne pouvaient être manipulés ou nquirisés. Il s'agit de

certaines personnalités de l'IDC-FROCAD, de madame Aimé Mambou-Gnali, et bien d'autres jeunes que nous ne contrôlons pas. Ceux même qui sont fatigués de la politique de Mouène.

La technique adoptée était de préparer une élection avec un deuxième tour entre Mouène et Pako "Parfait Kolélas", puisque "Okombi Salissa" échappait à tout contrôle. Même la proposition d'un deuxième tour entre lui Mouènè ne l'ébranlait pas. Dans le milieu, on disait qu'il était "un petit incontrôlable". On ne peut pas faire de lui "un enfant prodige". Il risque de s'allier avec l'aille du PCT des amis de Marien Ngouabi. Si c'est le cas, Le projet de la Nouvelle Espérance, celle qui a but d'être remplacé par ses propres enfants, tombera à l'eau. C'est comme ça qu'un pacte secret a été mis en place : Il fallait infiltrer l'opposition. Préparer un second tour entre Sassou – Kolelas.

Un opposant inattendu : L'arrivée de Mokoko dans la course au pouvoir a tout changé. Tous les plans et projets ont été révisés. Il a bien été infiltré à Bangui, comment avons-nous laissé échapper de telles informations ? Comment Léonard Essongo, avec tout le budget pour le surveiller a failli ? A toutes ces questions, nous ne pouvions répondre. Mokoko a toujours fait l'objet d'une surveillance particulière et accrue. Avec son arrivée dans la course, le projet du 2è tour à la présidentielle devait disparaître. C'est comme ça qu'est né le "Coup KO". Il fallait commencer par l'intimider. La mission a été confiée à "Barack Obama" Philippe Obara qui chargea Jean François Ndenguet, ordres donnés par JDO. Grosse erreur, il ne fallait pas l'attaquer. Après cette attaque, tout ce que nous avons ventilé comme informations, que Mokoko était avec nous, qu'il jouait un double jeu, n'avait plus d'échos. Nous avons-nous-mêmes tué notre stratégie. Mouène était très en colère.

Changement de stratégie et perte de contrôle : Avec l'arrivée de Mokoko, C'est là que j'ai compris que Même Mouène avait peur de Mokoko. La machine a été mise en marche. Une machine aujourd'hui contrôlée par des personnes qui ne maîtrisent rien. Ils ont commencé par les problèmes de coup d'état et de guerres. Tout portait sur la sécurité nationale. Quelle sécurité ? Nous sommes jetés dans le jeu d'accuser tous nos voisins, RCA, RDC, Angola, Gabon et même les sud-africains, dans de prétendues préparations de guerre. Même nos propres frères d'armes sont devenus des suspects. L'armée s'est vu le retrait de son matériel de travail : son armement. Le vrai problème, c'est que Mouène a perdu toute crédibilité chez les congolais, du nord au sud. Il fallait revoir les stratégies : Infiltration des opposants, surveillance, espionnage, intimidation, incarcération, soudoyer la population ...

Mon récit ne s'arrête pas là, vous aurez la suite si je vous juge digne de confiance. Le comment et les procédures vous seront révélés ...

Pour l'instant je suis BRDiem, pour vous.

DOCUMENT 2.

RETROSPECTIVE : LA GENESE DES MILICES PRIVEES

LETTRE OUVERTE AU GENERAL PAUL MBOT, Directeur Général de la Police Nationale (publiée dans "Le Combat", Bulletin d'information et d'opinion de l'Opposition congolaise, Numéro Spécial - Août 1993)

Le document qui suit avait été publié, pour la première fois, dans un Bulletin de l'Opposition, en 1993, dans le but de faire comprendre au Directeur Général de la Police Nationale de l'époque, le Général Paul MBOT, que le conseil qu'il venait de donner au Président Lissouba était contraire aux dispositions de la Constitution et un crime contre la paix, un crime contre l'humanité.

Après avoir servi "loyalement" le Président Lissouba à la tête de la Police Nationale, après avoir été nommé "loyalement" Préfet de la Région de la Sangha par le même Président Lissouba, le Général Paul MBOT est passé du côté de l'ex-Président Sassou Nguesso qui, actuellement, affronte les milices privées de son protagoniste, créées et formées sur les conseils du même Général Paul Mbot. Ce dernier est donc aujourd'hui, en 1997, obligé de se battre contre sa propre création, ses propres créatures.

Paris le 25 août 1993,

"Mon" Général,

Suite à la lettre commune de Monsieur le Président de la République aux Ministres d'Etat respectivement de la Défense et de l'Intérieur, en date du 3 août 1993, permettez que je me donne la liberté de vous adresser cette lettre que j'ai voulue ouverte afin que l'opinion nationale et internationale le sache également.

"Mon" Général, à la Conférence Nationale Souveraine, en 1991, dans ma lecture du Rapport de la Commission Ad hoc "Assassinats", par une improvisation voulue, citant un philosophe de notre temps, Lanza Del Vasto, j'ajoutai en fin de lecture, en guise de conclusion, ceci :

- "Changer de régime et améliorer les lois sans changer les hommes et les rendre meilleurs, c'est comme balayer la chambre sans ouvrir la fenêtre; la poussière soulevée (celle du moins qu'on n'aura pas avalée) retombera d'où elle vient".

Au cours de ce même Grand Forum, citant toujours le même penseur, je disais :

- "Pour supprimer les abus, il ne suffit pas de supprimer ceux qui abusent. Il faut bien prendre garde à ceux qui les remplaceront et se demander quelle discipline, quelle purification les aura rendus meilleurs, et quelle doctrine, plus sages".

Ce furent-là deux avertissements qui s'adressaient non seulement au Peuple Congolais dans son intégrité et toute son intégralité, mais à vous aussi qui en êtes une partie intégrante.

Aujourd'hui, au regard de la situation qui prévaut dans notre pays, je constate avec une stupéfaction et une horreur non feintes, mais très profondément ressenties, que vous êtes devenu (depuis quand cela ?) le Conseiller, l'éminence grise, le cerveau-penseur-auteur d'une stratégie lugubre pour les besoins du pogrom mis en œuvre par un régime qui agit

dans l'illégalité la plus totale. D'un côté, l'application des accords de Libreville et, de l'autre, les préparatifs pour un génocide national programmé.

"Mon" Général, me référant donc à la lettre ci-dessus référencée relative au recrutement des éléments devant composer une police parallèle (milice) - les salaires des fonctionnaires déjà existants sont impossibles à payer -, ma stupéfaction et mon horreur sont aussi grandes et profondes que j'ai du mal à croire que vous, l'initiateur, l'instigateur, le meneur en 1973 d'une grève "congolaise" à l'Académie Militaire (Section Police) de Bucarest (Roumanie), où vous étiez en formation, pour revendiquer l'égalité des droits et de traitement, le respect de la dignité humaine et luttiez donc contre l'injustice, la brimade et le mauvais traitement, soyez passé du côté de la barbarie, des bourreaux.

En effet, en ce temps-là, par rapport à ce qui se passe aujourd'hui dans notre pays, vous n'étiez pas, à ce que je sache, vous et vos quatre autres collègues, menacés de mort. Pourtant, malgré l'absence de cet argument majeur - menace de mort -, vous n'aviez pas hésité de vous révolter, de vous rebeller. Dans votre rébellion, vous vous étiez même convenus de rentrer au bercail, ce quel que soit le résultat des négociations qui furent d'ailleurs bien menées par le très regretté et courageux Ambassadeur, Eugène MANKOU. De vous tous, dans ces turpitudes, un seul avait le sens de l'honneur, de la parole donnée et surtout de celle d'Officier. Ce Congolais dont je tais volontairement le nom - pour des raisons de sécurité - rentra au Congo. Rien pourtant ne l'obligeait à le faire, puisque tout était rentré dans l'ordre. Mais sa conscience, l'honneur d'Officier et le sens de la dignité avaient pris le dessus. Il appliqua, seul, à la lettre, ce que d'un commun accord vous aviez décidé.

En fait, en d'autres temps et dans une Armée digne et respectable, appliquant scrupuleusement les règles disciplinaires qui régissent une Armée Nationale ou une Police Nationale digne du nom, rien qu'à considérer cet acte d'insoumission, vous ne seriez même plus, ni dans l'Armée, ni dans la Police; vous ne seriez même pas nommé "Général" aujourd'hui, car vous auriez été radié du Corps de la Police, voire de l'Armée tout court, pour mutinerie, rébellion et félonie, surtout que cela se passait en terre étrangère où vous aviez souillé l'image et de la Police et de l'Armée, mais aussi et surtout celle de notre pays. C'était de l'indiscipline caractérisée intolérable. Ceci dit, je vous laisse, "mon" Général, la liberté d'expliquer ce fait à tous ceux qui liront la présente Lettre Ouverte.

"Mon" Général, ma stupéfaction et mon horreur sont d'autant plus grandes et profondes, disais-je, que pour un strapontin somme toute éphémère et pour quelques malheureuses miettes - même si, pour acheter votre conscience, on vous donne 10 ou 20 milliards de Francs CFA (pour services rendus), ce sont toujours des miettes -, vous conseillez au Président Lissouba de constituer un Corps Spécial de Police - en somme une milice privée, parallèle, personnelle du Chef de l'Etat - dont vous n'aurez même pas le contrôle, afin de mâter tous ceux et toutes celles qui se battent pour la démocratie, la liberté et la paix dans notre pays, cela ne fait que faire se retourner dans leur tombe tous les martyrs de notre pays, desquels vous vous en foutez d'ailleurs puisque vous en fabriquez d'autres.

"Mon" Général, loin de vouloir faire de cette lettre ouverte un blâme public, mais plutôt un Appel à la prise de conscience patriotique, je voudrais surtout que vous vous rappeliez, à tout moment, de ceci :

- "Tant que la confiance, l'affection, le respect ou la puissante habitude, lient les sujets à cet autre arbitre, l'Etat subsiste : il se défait sitôt que l'autorité du Souverain se perd sur une autre partie du peuple qui porte son allégeance ailleurs : il y a dès lors, à vrai dire, non plus un Etat mais deux; ou, du moins, deux Etats tendent à se former à partir d'un seul, et l'un d'eux sera étouffé par l'autre à l'aide de moyens violents. Il y a là un processus affreux dans

son cours et dont l'achèvement laissera d'ineffaçables rancunes. Jamais plus les citoyens ne seront unanimes dans la célébration des anniversaires, les jours de gloire des uns étant jours de deuils pour les autres. Rien n'est donc plus important à la santé d'un Etat que de procurer un accord perpétuel des citoyens sur l'identité du Souverain, c'est-à-dire d'établir et de consacrer un principe de légitimité" (Bertrand De Jouvenel).

"Mon" Général, ceci dit, en conseillant au Président Lissouba (Cf. sa Lettre du 03/08/1993 aux Ministres d'Etat de la Défense et de l'Intérieur) de créer un Corps parallèle de la Police (milice privée) qui sera sous les contrôles et ordres exclusifs de M. Jean Da Costa (frère de l'autre ancien Premier Ministre) qui s'était déjà illustré, de triste mémoire, dans les années 1964-1965 et hier maquisard dans le F.L.C. du Cabinda, qui croyez-vous libérer par l'assassinat, le génocide et le pogrom déjà organisés et institutionnalisés ?

En tout état de cause, disait Mò-Tsé, je cite : - *"Tuer un homme pour le bien du monde, ce n'est pas faire le bien du monde. S'offrir soi-même en sacrifice pour le monde, voilà qui est bien faire"*.

Et Gandhi d'ajouter : - *"(...) Il est lâche de tuer les autres. Qui croyons-nous libérer par l'assassinat ?"*

Or, "Mon" Général, depuis le 30 novembre 1992 à ce jour, comme en 1965, le Congo ne compte plus ses morts. Plus de 1000 citoyens congolais sont morts, assassinés, partout, sur toute l'étendue du territoire national, en moins d'un an de pouvoir Lissouba. Les uns sont jetés, enfermés vivants ou décapités dans des sacs, dans le fleuve Congo; d'autres sont purement et simplement enterrés vivants ou décapités aussi. Ceci se passe dans les pays du Nibolek et à Brazzaville, sous vos yeux, allant inspecter quotidiennement les victimes, les suppliciés dans les divers centres de tortures, sans doute pour vous assurer de l'efficacité du travail qui y est effectué par les nombreux "Ngayo" qui y opèrent en toute impunité.

Dans les Services d'Etat, tous les cadres de la Mouvance présidentielle (civils et militaires) se promènent avec des pistolets. Dans le même temps, au lieu d'obliger ces civils partisans de la Mouvance présidentielle à rendre ces armes de guerre qu'ils trimbalent dans les rues jusque dans les bureaux, au vu et au su de tous, vous préférez organiser des razzias sous le prétexte d'aller ramasser les armes de guerre que détiendraient les membres et partisans de l'Opposition. Voilà l'injustice et la ségrégation ethno-tribale.

Je ne parle même pas des quatorze (14) malheureux citoyens congolais, extraits de votre Commissariat Central et remis à l'un de vos Corps de police : le S.A.S.P.N., aujourd'hui portés disparus (Cf. Documents du Commissariat Central), selon le Rapport d'Activités de la Commission de Médiation et de Négociation menée du 29 au 30 juillet 1993. Vous savez où ils se trouvent, ces 14 disparus de vos geôles. Depuis cette date à ce jour, ce nombre peut être multiplié par 10, 20, 30 voire 100 fois, au train où va la barbarie à visage humain.

Général MBOT, vous savez autant que moi que *"plus un ordre viole la nature, l'habitude et la norme, et plus l'usage de la violence lui est indispensable"* (Lanza Del Vasto).

Par ailleurs, *si le sang donne droit au pouvoir, celui qui détient le pouvoir n'a pas de pire rival que son plus proche par le sang; et ce droit de vie et de mort que les puissants s'arrogent finit par se retourner contre leur propre sang*, avait écrit Lanza Del Vasto.

Par exemple, Saturne dévorait ses enfants jusqu'à ce que l'un d'eux qui lui avait échappé, Jupiter, le vainquit de sa foudre et l'enfermât dans les lieux infernaux.

"Mon" Général, aujourd'hui vous ressemblez à cet homme qui tombe au pouvoir d'un Mage; car en effet, un homme qui tombe au pouvoir du Mage (pour un strapontin éphémère, un galon et quelques miettes qu'il ramasse sous la table où mange le roi) perd la conduite de sa vie parce que la volonté d'un autre s'est projetée au cœur de son être, à la source de sa conscience qu'elle capte, et l'autre joue de lui comme d'un instrument.

Je crois, "mon" Général, vous avoir assez dit. Mais en guise de conclusion, pour avoir fait votre choix comme moi aussi j'ai fait le mien depuis plus de 20 ans aujourd'hui, il n'est nullement besoin de vous rappeler les principes qui régissent votre Corps de métier, si ce n'est faire appel à votre conscience d'homme et de citoyen et vous répéter ce qui suit :

- "La justice est la substance de toutes les vertus. (...) La justice est la substance du devoir. Il est juste de remplir son devoir d'état, mais le premier devoir est de vous demander si votre état est justifié. Vous avez le devoir d'obéir à vos Chefs pourvu que leur autorité soit légitime, mais cela ne vous dispense pas du devoir de vous demander (Ndlr : même si vous en êtes devenu le Conseiller, le Cerveau penseur, l'Eminence grise) si l'ordre qu'ils vous donnent est juste. C'est devoir de se soumettre à la loi du pays, mais avant tout, de se demander si cette loi ou cet ordre est juste. Car elle peut bien avoir été imposée par des tyrans ou des conquérants, par un imposteur ou par des profiteurs, ou n'être due qu'à des superstitions ou à d'anciennes erreurs. Le premier devoir est peut-être alors de désobéir ouvertement, ou d'attaquer la loi ou l'ordre inique de quelque autre façon" (Lanza Del Vasto).

En clair et en d'autres termes, notre premier devoir à tous, en tant que citoyens, est d'observer la justice - la vraie -, et notre second devoir est de ne pas tolérer qu'on la viole.

En tout cas, le témoin d'une injustice qui détourne la tête sous prétexte que cette affaire ne le regarde pas ou y contribue, sous couleur de discrétion ou d'intérêts véreux, ou d'impassibilité, n'est qu'un lâche. Sa non-intervention, loin de le mettre hors de cause, le compromet au contraire avec l'injustice.

C'est pourquoi je dis que la vie et la survie de notre patrie est une perpétuelle bataille, et la guerre patriotique pour la sauvegarde des acquis démocratiques, la paix et la liberté le haut devoir du Citoyen, le vrai et digne de foi.

En espérant vous avoir dit tout haut ce que tous les Congolais pensent tout bas - du moins ceux qui ne pensent pas et n'agissent pas comme vous et ils sont majoritaires -, je vous prie de recevoir, "mon" Général et cher ami, l'expression de mes sentiments très patriotiques.

Paris, le 25 août 1993

Jean-Claude MAYIMA-MBEMBA

Chef du Département de la Communication

Coordination Europe de l'Opposition Congolaise

Deux documents, l'un récent et anonyme, l'autre plus ancien et "sourcé". A ces deux documents, pour une meilleure compréhension, il nous faudrait peut-être adjoindre un 3^{ème}, plus récent que les deux premiers : l'interview de Claude Ernest Ndalla, Conseiller de Denis Sassou Nguesso, sur une chaine Web de la diaspora congolaise en France.

L'analyse du document de "Brdiem" et celui de Claude Ernest Ndalla montre une convergence qui ne peut qu'en troubler plus d'un.

Constat non exhaustif :

- Les batailles dites de libération du pays ont toutes été des guerres tribales menées par des milices ethniques dédiées et formées à dessein
- Le document de "Brdiem", s'il fait part d'une désillusion, ce n'est pas dans les atrocités commises mais dans le partage du butin de l'après-guerre. Le remord y est absent.
- Dans ce document tout comme dans l'interview de Claude Ernest Ndalla, un président ressortissant du nord du Congo est perçu comme "la caution nationale" à la quiétude, entérinant de ce fait le terrifiant pronostic, pour l'unité d'un pays, que ceux du sud en veulent à ceux du nord. Remarquez que Tony Moudilou, dans la préparation de son coup d'Etat qui avait avorté, en était arrivé à cette conclusion-là aussi, si nous en croyons ce qu'en affirme Jean Marie Michel Mokoko dans la vidéo.
- Dans les 3 cas donc (celui de Tony Moudilou en plus), Jean Marie Michel Mokoko, homme du nord du Congo et militaire est perçu comme un moyen sans que l'on ne s'interroge sur ce fait-là, précisément.

Questions non exhaustives :

- Est-ce un énième coup d'Etat qui se joue pour le compte des mêmes ? Quid alors de l'Unité et de l'indivisibilité de la Nation ? Tous congolais ?